

ANNEXE 3

Travaux préparatoires aux reports

La direction du budget (bureaux 1BE, 2POP et BII) charge dans Tango toutes les données nécessaires à la procédure des reports, en particulier celles relatives aux ouvertures et consommations de crédits en 2023 pour chaque programme sur le titre des dépenses de personnel d'une part, et sur les autres titres d'autre part.

I - AE affectées non engagées (AENE)

Dans Chorus, les tranches fonctionnelles (TF) éligibles aux reports sur 2024 apparaîtront, au niveau du référentiel, avec un groupe d'autorisations valorisé à « EC_REPORT » (ou TF en cours de report) : TF non clôturées et disposant d'AENE au 31/12/2023, postérieurement aux actions de l'AIFE (clôture des TF dont la date de fin de validité est antérieure au 1^{er} janvier 2024, après dégagement de leurs crédits).

Afin de faciliter le suivi du report de leurs AENE, le statut initial de report de chacune des TF visible dans Tango, est recopié dans Chorus¹:

- « vivante » : TF ayant fait l'objet d'AE consommées en 2022 ou 2023 ou ayant été créées au cours de ces deux exercices ;
- « non vivante » : autres TF, sans aucune consommation d'AE que ce soit en 2022 ou 2023.

Pour fluidifier la procédure de report des AENE, seules les TF ayant le statut initial « non vivante », peuvent faire l'objet d'une demande de changement de statut dans Tango pour les passer à « vivante ». Ainsi, seules seront soumises aux demandes de modification de statut, dans Tango, les TF qualifiées initialement de « non vivantes ». Par voie de conséquence, toutes les TF qualifiées de « vivantes » feront l'objet d'un report systématique. Les AENE des TF au statut initial « vivante », à reporter systématiquement sur 2024, ne sont soumises à aucun traitement.

Les ministères, par l'intermédiaire de leur responsable de la fonction financière ministérielle (RFFiM), renseignent dans Tango les informations nécessaires au report des AENE **du vendredi 5 au mercredi 10 janvier 2023 à 19 heures au plus tard.**

Pour permettre une publication en avance de phase des arrêtés de reports d'AENE², les gestionnaires vérifient dans Tango, et modifient le cas échéant, le statut des TF ayant été abondées par des AE provenant de fonds de concours. En effet, l'article 158 du décret GBCP autorisant le report systématique des AENE issues de fonds de concours (cf. annexe 2), chaque TF ayant reçu des crédits de fonds de concours peut voir son statut passer de « non-vivante » à « vivante ».

¹ Le statut initial ne sera pas réactualisé en cours de procédure de report dans le référentiel Chorus.

² Avance de phase par rapport aux reports de crédits de fonds de concours et aux reports généraux.

Après validation par le ministère de ses demandes dans Tango, les services du contrôle budgétaire :

- a. examinent entre le 11 et le 16 janvier les demandes visant à rendre éligibles aux reports des tranches fonctionnelles sur lesquelles aucune consommation d'AE n'a eu lieu au cours des 2 derniers exercices et expriment leur avis sur ces demandes ;
- b. vérifient la conformité des demandes de reports au regard de la LOLF (voir annexe 2) et expriment leur avis sur les demandes exprimées ;
- c. veillent à ce que l'ensemble des données soit disponible **au plus tard le mardi 16 janvier 2024.**

Données et informations nécessaires

Les AENE reportées seront intégrées dans leur intégralité dans Chorus sur la gestion 2024 après la publication des arrêtés de report correspondants.

La situation de fin d'année des AENE sera arrêtée définitivement au 31 décembre 2023. En effet, en application de la circulaire du 15 septembre 2023 relative aux opérations préalables à la bascule 2023-2024 et à la préparation des arrêtés de report sur 2024, la faculté est laissée aux gestionnaires de procéder aux retraits d'affectation d'AE nécessaires jusqu'au vendredi 29 décembre 2023. La stabilité du montant des AENE, support de la préparation des reports d'AE sur tranche fonctionnelle (TF), est subordonnée au respect de cette date limite.

Ainsi que déjà mentionné, dans Chorus, les TF éligibles aux reports sur 2024 apparaîtront, au niveau du référentiel, avec un groupe d'autorisations valorisé à « EC_REPORT » : TF non clôturées et disposant d'AENE au 31/12/2023, postérieurement aux actions de l'AIFE (dégagement des crédits et clôture des TF dont la date de fin de validité est antérieure au 1^{er} janvier 2024). Après le 31 décembre 2023, et ce jusqu'à la publication de l'ensemble des arrêtés de reports des AENE, afin de sécuriser la procédure de report des AENE, **la date de fin de validité des TF éligibles aux reports sur 2024 ne devra pas être modifiée** dans Chorus par les gestionnaires de tranches fonctionnelles.

II -Reports de fonds de concours

Les ministères, par l'intermédiaire de leur responsable de la fonction financière ministérielle (RFFiM), renseignent dans Tango leurs demandes de reports³ d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP) à **partir du lundi 15 janvier jusqu'au jeudi 18 janvier 2024 au plus tard** en :

- ✓ renseignant la consommation sur les crédits de fonds de concours (rattachés dans l'année ou issus de reports des années antérieures). **Ce niveau de consommation doit impérativement être justifié. A défaut, tous les crédits seront considérés comme consommés et aucun report au titre du fonds concerné ne sera accordé.** L'intégralité des crédits de fonds de concours non consommés fera l'objet d'un report. Il conviendra à cette étape de préciser la **part d'AENE** dans les crédits non consommés, part déjà reportée dans le cadre des reports anticipés d'AENE qu'il faudra donc **soustraire** du total des fonds de concours à reporter ;

³ Par programme, qu'il s'agisse du budget général, des comptes d'affectation spéciale, des comptes de concours financiers ou des budgets annexes.

Après validation par le ministère de ses demandes dans Tango, les services du contrôle budgétaire :

- a. vérifient le montant de fonds de concours déclarés comme non consommés fonds par fonds à fin 2023 par le ministère ;
- b. vérifient le montant des AE ouvertes au titre de chaque fonds de concours, ayant fait l'objet d'une affectation et non consommées à fin 2023 (à déduire des reports de crédits sur fonds de concours) ;
- c. veillent à ce que l'ensemble des données soit disponible **au plus tard le mardi 23 janvier 2024.**

Les demandes portant sur des reports croisés entre programmes différents doivent être justifiées et feront l'objet d'un examen particulier par la direction du budget.

III -Reports généraux

Les ministères, par l'intermédiaire de leur responsable de la fonction financière ministérielle (RFFiM), renseignent dans Tango leurs demandes de reports⁴ d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP) à **partir du lundi 15 janvier jusqu'au jeudi 18 janvier 2024 au plus tard.**

Après validation par le ministère de ses demandes dans Tango, les services du contrôle budgétaire :

- vérifient la conformité des demandes de reports au regard de la LOLF (voir annexe 2) et expriment leur avis sur la légitimité des demandes exprimées ;
- veillent à ce que l'ensemble des données soit disponible **au plus tard le mardi 23 janvier 2024.**

Les demandes portant sur des reports croisés entre programmes différents ou des reports d'AE qui n'auraient pas été affectées doivent être justifiées et feront l'objet d'un examen particulier par la direction du budget.

IV -Reports de comptes d'affectation spéciale (CAS)

En application des articles 15 et 21 de la LOLF, les reports des crédits de paiement disponibles ne sont pas soumis à la règle de plafonnement des 3 % de la loi de finances initiale. L'article 21 dispose en revanche que les autorisations d'engagement et les crédits de paiement disponibles en fin d'année sont reportés pour un montant qui ne peut excéder le solde comptable du compte.

Les crédits d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement disponibles des programmes des CAS sont en conséquence reportables dans la limite du plus faible des deux plafonds suivants :

⁴ Par programme, qu'il s'agisse du budget général, des comptes d'affectation spéciale, des comptes de concours financiers ou des budgets annexes.

a. **Le plafond « budgétaire »** des crédits reportables sur l'année 2024, qui s'apprécie, comme sur le budget général, au niveau de chaque programme :

- **En AE**, le plafond est égal aux crédits d'AE non consommés, à savoir :

AE ouvertes en 2023 (en lois de finances et par mouvements réglementaires)
– consommation d'AE en 2023
– retraits d'engagements d'années antérieures à 2023⁵

- **En CP**, le plafond est égal aux crédits de CP non consommés, à savoir :

CP ouverts en 2023 (en lois de finances et par mouvements réglementaires)
– consommation de CP en 2023

b. **Le plafond « comptable »** qui s'apprécie sur l'ensemble du compte, tous programmes confondus :

- **En AE**, le plafond est déterminé de la manière suivante :

Solde comptable du compte cumulé à fin 2023
– engagements non soldés à fin 2023 restant à payer à l'ouverture de la gestion 2024⁶

- **En CP**, le plafond correspond au solde comptable à fin 2023 ; ce plafond s'apprécie au niveau **du compte. Il ne peut donc être reporté, tous programmes du CAS cumulés, plus de CP que le montant du solde comptable.**

Lorsque le plafond comptable s'avère plus contraignant que le plafond budgétaire, le ministère ordonnateur du compte propose une répartition par programme de l'application de ce plafond comptable. Cette répartition doit respecter les plafonds budgétaires appréciés par programme.

V -Reports de crédits anticipés

Les reports anticipés, dont les demandes seront instruites au cours du mois de décembre 2023 et de janvier 2024 par le bureau 1BE, **ne seront accordés qu'à titre exceptionnel**. La demande devra être accompagnée de toutes les justifications témoignant du **caractère urgent** du report et de l'impossibilité d'effectuer un préfinancement sur les crédits ouverts en loi de finances initiale pour 2024.

*

* *

Réservations de crédits

⁵ Le cas échéant, il conviendra également de déduire les montants des retraits d'affectation d'années antérieures qui ne sont pas issus de retraits d'engagements non recyclables sur TF et qui ne sont pas réglementairement recyclables en application de l'article 157.

⁶ Par exception, il n'est pas tenu compte des engagements non soldés restant à payer sur les programmes du CAS Financement des aides aux collectivités territoriales pour l'électrification rurale (FACE).

En application de la circulaire 1BE-23-4195 du 15 septembre 2023 relative aux opérations préalables à la bascule 2023-2024 et à la préparation des arrêtés de report sur 2024, il est rappelé que, pour les programmes concernés, les réservations de crédits⁷ de gestion courante sur tranche fonctionnelle et hors tranche fonctionnelle sont clôturées automatiquement le mardi 26 décembre 2023 par l'AIFE. À l'issue de ce traitement, les autorisations d'engagement correspondantes sont restituées sur l'UO d'imputation de ces réservations de crédits ou, le cas échéant, sur leur tranche fonctionnelle s'agissant des réservations de crédits sur tranche fonctionnelle. L'apurement de ces réservations de crédits est sans impact sur la consommation des autorisations d'engagement. Les AE correspondantes non consommées au 31 décembre seront éligibles aux demandes de report conformément aux règles en vigueur (cf. annexe 2)..

Crédits libres

Le montant de crédits libres sera calculé à partir du montant total de crédits ouverts en 2023 minoré du montant de crédits consommés et du montant de crédits maintenus bloqués conformément aux instructions de la circulaire 1BE-23-4195 du 15 septembre 2023 relative aux opérations préalables à la bascule 2023-2024 et à la préparation des arrêtés de report sur 2024 (blocages concernant les AE issues du retrait d'une affectation ou d'un engagement des années antérieures, AE non recyclables par exemple).

Les données relatives aux crédits ouverts en 2024 intégreront notamment les mouvements de fongibilité asymétrique intervenus en gestion.

Le détail des calculs permettant d'obtenir le montant de crédits libres n'apparaîtra pas dans le module Tango. Il sera cependant détaillé dans les extractions Excel qui pourront être effectuées à partir du module.

Crédits de paiement non consommés

Début 2024, une évolution à la marge de la consommation des crédits de paiement au titre de l'exercice 2023 pourrait s'expliquer par les corrections réalisées par les services de la DGFIP, en liaison avec les gestionnaires concernés. Ces corrections proviendraient pour la majeure partie des ré-imputations de dépenses au sein d'un même programme, et n'affecteraient donc pas la consommation globale des crédits du programme. Par ailleurs, un nombre limité de programmes serait concerné par ces corrections.

Crédits de fonds de concours et d'attributions de produits

Votre attention est appelée sur les derniers textes réglementaires relatifs à la gestion 2023 qui viendront modifier à la marge le niveau des crédits de certains programmes. Comme chaque année, deux arrêtés de rattachement de fonds de concours et d'attributions de produits seront publiés mi-janvier pour procéder aux derniers rattachements de l'exercice antérieur. De même, au titre de 2023, un décret d'annulation de crédits de fonds de concours sera préparé.

⁷ La réservation de crédits désigne une opération de gestion qui permet d'identifier, au sein d'une enveloppe globale d'AE, une sous-enveloppe pour un projet particulier. Cette opération est sans impact budgétaire sur la consommation des AE. La consommation des AE sera enregistrée lors des engagements juridiques correspondants.